

Alain Badiou
Eric Hazan

L'antisémitisme

partout

Aujourd'hui en France

La fabrique
éditions

Alain Badiou
Eric Hazan

L'antisémitisme

partout

Aujourd'hui en France

La fabrique
éditions

L'antisémitisme partout

Avec le soutien du



Alain Badiou

Eric Hazan

**L'antisémitisme
partout**

Aujourd'hui en France

La fabrique
éditions

© **La Fabrique éditions, 2011**

Impression : Floch, Mayenne

ISBN : 978-2-35872-101-1

La Fabrique éditions

64, rue Rébeval

75019 Paris

lafabrique@lafabrique.fr

www.lafabrique.fr

Diffusion : Harmonia Mundi

Sommaire

1. Une année agitée
2. Qu'en est-il de l'antisémitisme en France ?
3. Une étrange rhétorique
4. Les nouveaux inquisiteurs
5. Pour quels intérêts, avec quels buts ?
6. Que vient faire l'état d'Israël dans cette affaire ?
7. Les actions en justice
8. Forces et ruses des inquisiteurs
9. Pourquoi en France ?

1. Une année agitée

Au cours de l'année 2002, la guerre se déchaîne contre les forces du Mal au Moyen-Orient. En Afghanistan, l'armée américaine, qui a envahi le pays six semaines après le 11 septembre, poursuit son entreprise de libération. Une autre libération se profile, celle de l'Irak : militaires et diplomates préparent ouvertement l'invasion du pays pour y implanter la démocratie. En Palestine, où s'est déclenchée la deuxième Intifada, l'armée israélienne réinvestit toute la Cisjordanie et l'opération *Rempart* balaye ce qui reste de l'autonomie accordée à Oslo. En avril, la prise du camp de réfugiés de Jénine et sa destruction au bulldozer font des dizaines de morts civiles.

Pendant ce temps, en France, le premier tour de l'élection présidentielle est marqué par le succès du Front national. Roger Cukiermann, président du CRIF, déclare à *Haaretz* (23 avril 2002) que le résultat de Le Pen « servira à réduire l'antisémitisme musulman et le comportement anti-israélien, parce que son score est un message aux musulmans leur indiquant de se tenir tranquilles. »

C'est dans ce contexte que se développe une campagne dénonçant une « vague d'antisémitisme » en France. « Des synagogues sont incendiées, des rabbins sont molestés, des cimetières sont profanés, des institutions communautaires mais aussi des universités doivent faire nettoyer, le jour, leurs murs barbouillés, la nuit, d'inscriptions ordurières. Il faut du courage pour porter une kippa dans ces lieux féroces qu'on appelle cités sensibles et dans le métro parisien¹. »

Pourquoi cette campagne ? Il importe d'allumer un contre-feu, car l'opinion publique et même les médias sont choqués de la brutalité avec laquelle l'armée israélienne réprime la deuxième Intifada. Dénoncer la « poussée d'antisémitisme » est un bon moyen pour détourner l'attention de la sanglante opération *Rempart* ou mieux encore, pour la présenter comme une mesure défensive, dans le contexte d'une « montée générale de l'antisémitisme ».

L'opération se déroule sur un terrain favorable : la détestation montée d'un bout à l'autre de l'Occident contre les Arabes et les musulmans après le 11 septembre. Car la vague d'antisémitisme, ce sont eux, naturellement eux qui en sont les agents propagateurs. « La recrudescence en France et en Europe des agressions antisémites, verbales ou physiques a, depuis l'éclatement de la “deuxième Intifada” à l'automne 2000, incontestablement mis en avant de nouveaux acteurs de la haine antijuive, notamment des agresseurs issus des banlieues ou de l'immigration, des victimes du racisme et de la discrimination qui s'adonnent, envers les Juifs, aux comportements contre lesquels ils sont en droit de se voir eux-mêmes protégés². »

La notion d'une « vague d'antisémitisme » n'était pas entièrement dénuée de fondements : il est indéniable que dans ces années 2002-2004, il y eut des insultes proférées contre des juifs, des tags hostiles, des cageots incendiés devant des synagogues, des bagarres entre jeunes... Même si les actes les plus médiatisés, ceux qui déclenchèrent le plus de mâles paroles chez les politiques et le plus d'indignation dans les institutions juives furent le fait d'une mythomane (l'« agression » de Marie L. dans le RER D en juillet 2004) ou d'un pauvre fou, juif de surcroît (l'incendie d'un centre social juif rue Popincourt en août de la même année), la réalité de manifestations d'hostilité contre les

juifs à cette époque ne fait aucun doute, et nous ne prenons aucune manifestation de ce genre à la légère. Il ne se passait cependant rien qui puisse paraître d'une gravité exceptionnelle, rien d'irréparable, et même Simone Veil critiqua vertement le mot de Finkielkraut faisant de 2002 une « année de cristal »³.

Mais pour les initiateurs et les militants de cette campagne, peu importait l'ampleur réelle de « la vague » : l'impulsion était donnée. Parallèlement à la presse dénombant avec une précision toute policière les « actes à caractère antisémite » dont il s'agissait de montrer la prolifération, on vit sortir en octobre 2004 le rapport Rufin, commandé par le ministère de l'Intérieur, qui dénonçait « un antisémitisme d'importation, notamment chez des jeunes issus de familles originaires de pays où l'antisémitisme est culturellement banalisé. » Rufin assimilait « l'antisionisme radical » à un antisémitisme « par procuration », et préconisait une loi qui pénaliserait la critique de l'État d'Israël.

Ce fut d'ailleurs l'époque des premiers procès – contre Daniel Mermet, contre La Fabrique éditions, puis contre Edgar Morin, Sami Nair et Danielle Sallenave – procès intentés pour « incitation à la haine raciale » par une officine nommée Avocats sans frontières⁴. On vit également paraître une série d'ouvrages dénonçant l'antisémitisme des « maghrébins ». Dans *Les Territoires perdus de la République*, ouvrage collectif dirigé par Emmanuel Brenner et centré sur la question de l'école, l'idée générale est que « l'antisémitisme qui se donne libre cours dans les établissements scolaires de certains quartiers, la peur des adultes responsables devant des propos et des comportements inacceptables, l'affaiblissement intellectuel devant l'offensive islamiste sont inséparables de ce gouffre qui, plus que jamais, sépare en France le peuple de ses élites⁵. » Nicolas Weill, dans *La République et les antisémites*, accepte comme « un fait » qu'il y ait « un antisémitisme arabo-musulman particulièrement virulent, que celui-ci soit à l'occasion toléré par une certaine extrême gauche souvent passive – ou fascinée – devant son extrémisme⁶ ».

On notera au passage le retour insistant du mot « République », déjà fortement mis à contribution pour soutenir l'interdiction du « foulard islamique » à l'école, comme si, par un paradoxe singulier, ce mot qu'on croyait nourri, au moins abstraitement, par un certain universalisme politique, voire orienté vers la défense du droit des « gens d'en bas », servait désormais d'emblème à l'hostilité envers les ouvriers arabes et les musulmans des cités populaires.

Pour sa part, *Prêcheurs de haine*, de Pierre-André Taguieff, est une longue (968 pages) dénonciation, une véritable liste de proscription de ces « archéotrotskistes et nouveaux gauchistes antimondialisation, outrancièrement palestiniophiles [...] alors même que l'islamisation de la cause palestinienne s'accroît⁷ ».

La dénonciation d'une « montée de l'antisémitisme » fut relayée et amplifiée par la presque totalité des médias et de ce qu'on appelle « le monde politique ». Du côté de la gauche, les plus bruyants étaient les habituels ennemis des « arabo-musulmans » français : les dévots de la laïcité et les féministes égarées. (Notons au passage que le syntagme « arabo-musulmans », complété par celui de même farine « islamo-gauchistes », est d'origine policière, comme tous les doublets du même genre, « judéo-bolchévique », « hitléro-titiste », ou plus récemment « anarcho-autonome ».)

Du côté de la droite au pouvoir, il y avait unanimité dans la « détermination sans faille » à lutter contre la renaissance de l'antisémitisme. Il peut paraître étrange de voir les juifs aussi bien « défendus » par un courant idéologique – la droite – qui leur est traditionnellement hostile. Le phénomène ne peut manquer d'évoquer la blague d'origine israélienne : « Qu'est-ce qu'un philosémite ? C'est un antisémite qui aime les juifs. » Au cours de ces années 2002-2003, le nombre et l'activité de ces philosémites-là semblaient s'accroître dans de considérables proportions.

NOTES

¹ Alain Finkielkraut, *Au nom de l'Autre, Réflexions sur l'antisémitisme qui vient*, Paris, Gallimard, 2003, p. 9.

² Nicolas Weill, *La République et les antisémites*, Paris, Grasset, 2004, p. 15.

³ En référence, évidemment, à la Nuit de cristal de 1938, où des centaines de juifs avaient été tués par les nazis.

⁴ En réalité, ces procès avaient été précédés d'autres actions en justice, menées le plus souvent par la Licra et le Mrap, contre de véritables fascistes/négationnistes (Roger Garaudy, Bernard Antony...) Elles avaient permis de constituer une jurisprudence, mais dans les années 2000, la cible ayant changé, le Mrap s'était désengagé de ce type d'action.

⁵ *Les Territoires perdus de la République, antisémitisme, racisme et sexisme en milieu scolaire*, Emmanuel Brenner éd., Paris, Mille et une nuits, 2002, p. 17-18.

⁶ N. Weill, *op. cit.*, p. 33.

⁷ Pierre-André Taguieff, *Prêcheurs de haine, traversée de la judéophobie planétaire*, Paris, Mille et une nuits, 2004, p. 192.

2. Qu'en est-il de l'antisémitisme en France ?

Les formes sous lesquelles existe aujourd'hui de l'antisémitisme en France sont très diverses et n'ont même souvent rien à voir entre elles. Depuis la dernière guerre mondiale, l'antisémitisme n'est plus soutenu en France par une sorte de consensus abject (auquel participaient par exemple, encore dans les années trente, de nombreux écrivains connus, et pas seulement Céline). Il persiste sous la forme de minorités disparates, activistes ou cachées.

Au plus noir du spectre, on trouve quelques nostalgiques du III^e Reich, des néonazis qui taguent des croix gammées sur les synagogues. Il est fort possible qu'ils aient apporté leur part aux actes réellement antisémites commis en 2002 : la profanation de tombes est bien dans leur manière. Ils peuvent représenter un danger dans certains pays du Nord ou en Autriche, mais en France, ce sont quelques douzaines d'excités dont il faut certes surveiller et interdire les agissements, mais dont on ne voit pas, pour l'instant, qu'ils aient un avenir politique. Autant, dans la France d'aujourd'hui, dénoncer le « péril islamique » et vouloir détruire les mosquées peut, hélas, rapporter des suffrages, autant profaner des cimetières juifs suscite, et c'est encore heureux, une répulsion quasi unanime.

Autre groupuscule, celui des négationnistes. Certains d'entre eux se situent clairement à l'extrême droite : souvent liés au Front national, ils tentent ici et là de s'implanter dans l'université, Assas, Lyon III. Mais présenter une pareille marchandise sous un masque académique, avancer sous les dehors du savoir historique est une tentative toujours fragile et contestée. Certes, leur force a été de faire parler d'eux : ils ont suscité une réelle polémique, et il s'est trouvé des historiens qui se sont efforcés de réfuter loyalement leurs affirmations négationnistes. Or les idéologues antisémites sont tout sauf loyaux et ce qui les anime n'est certes pas l'esprit critique de la science. La réfutation historique et académique revenait sans doute à tomber dans un traquenard : démontrer que les chambres à gaz ont vraiment existé ne fait qu'entretenir autour des négationnistes ce qu'ils souhaitent, à savoir répandre la conviction que c'est un « vrai problème ». Ils pourront toujours dire que si l'on écrit des livres entiers pour démontrer cette existence, c'est qu'elle est problématique, puisqu'il faut encore aujourd'hui la démontrer. Semer le doute concernant un fait historique indubitable est la seule chose qui les intéresse et en ce sens, dans une tradition fasciste bien connue, les négationnistes sont des provocateurs intellectuels. Mais ils ne sont qu'une poignée, et sans réelle influence. Notons aussi l'existence de négationnistes « de gauche », dans la lignée de la *Vieille Taupe*. Ceux-là se défendent d'être antisémites, mais ils le sont quand même : parfois le masque tombe et l'on voit alors la haine qui se cache derrière les positions tiers-mondistes de ces idéologues camouflés. Tous ces groupes, d'extrême droite ou « de gauche », ne représentent pas grand-chose, mais il est important de reconnaître leur existence, de ne pas les dédouaner, de ne pas se faire prendre à leurs trucs rusés, comme c'est arrivé par exemple à Chomsky. Qu'ils soient parvenus à attraper quelqu'un comme Chomsky prouve bien qu'ils ont plus d'un tour dans leur sac. De même qu'il faut faire attention à des gens comme Dieudonné et ceux qui le soutiennent – dire clairement qu'il s'agit là d'un antisémitisme véritable, quel qu'ait été le point de départ de leur position.

Très différent de ces petits groupes d'excités, plus digne et plus hypocrite encore dans sa

façon de se présenter, on trouve le vieux fonds antisémite du « pétainisme transcendantal ». Il reste un peu fantomatique, car il ne s'organise pas sur la scène politique avec des déclarations antisémites ou des manifestes. Mais parmi ces gens-là, certains, Renaud Camus par exemple, sont prêts à déclarer publiquement ce que les autres pensent silencieusement ou n'avouent penser que dans les repas familiaux, quand on est « entre soi ». À savoir que dans beaucoup de secteurs d'activité, « il y a trop de juifs ».

Évidemment, en force, en nombre, en influence, cette tendance n'a rien à voir avec ce qu'elle était avant guerre, où elle était pratiquement dominante. Il y avait à l'époque, dans tous les grands pays « démocratiques », un antisémitisme d'opinion, capable de s'exprimer dans certains journaux, y compris par la voix d'intellectuels reconnus. Cet antisémitisme s'inscrivait dans une disposition plus vaste, une vision du monde chauvine et raciale sans complexe, où l'on pouvait utiliser la figure du métèque, de l'étranger, mais aussi le racisme au sens biologique du terme. Dans le dictionnaire Larousse de 1932, le Noir était encore présenté et dessiné comme un intermédiaire entre le singe et l'homme ! Et dans ces considérations raciales, l'antisémitisme jouait un rôle important.

Aujourd'hui en France, concernant les juifs, il n'existe rien de tel. À cela, il y a une bonne raison : avant guerre, les juifs étaient pour beaucoup des étrangers qui arrivaient de Pologne, de Lituanie, de Roumanie, qui parlaient yiddish, qui faisaient partie de la main-d'œuvre la plus pauvre : ils étaient les arabes et les africains de l'époque. De nos jours, les juifs sont bien « intégrés » et cet antisémitisme, ce racisme-là s'est déplacé vers d'autres cibles.

En vérité, l'antisémitisme d'opinion des années trente était une composante du sentiment antipopulaire qui stigmatise toujours les derniers arrivants : au XIX^e siècle les Auvergnats, les Bretons, les Italiens ou les Savoyards ; après la guerre de 14-18, les Polonais, les juifs de l'Est, les Espagnols ; après la Seconde Guerre mondiale, les Portugais et, avec une forte composante raciste supplémentaire, exacerbée par les guerres coloniales, les Algériens et les Marocains – aujourd'hui les Maliens ou les Congolais. Si l'on ne saisit pas cette continuité, on ne peut comprendre ni l'antisémitisme d'avant-guerre, ni la situation actuelle. Car cette composante est toujours prête à resurgir, y compris au niveau de l'État, pour attiser le ressentiment contre une partie de la population pauvre : c'est une très classique manœuvre de division intra-populaire, qui frappait une bonne partie des juifs avant la guerre et qui s'exerce aujourd'hui contre ceux qu'on nomme « les immigrés », et auxquels on a récemment adjoint les Gitans – les Tziganes, les « Roms » – qu'on ne semble pas faire moralement bénéficier du souvenir de leur extermination par les nazis. La pratique de la chose a été exemplaire : à la suite d'un meurtre commis par la police, on a assisté à la mise en cause collective d'un groupe entier – un groupe dont la majorité est de nationalité française (comme du reste les terribles « jeunes des banlieues »), mais dont la provenance et le mode de vie anémique suffisent aux yeux de l'État pour tenter de réveiller contre lui l'hostilité, supposée latente, d'une partie de la population.

On peut considérer que l'antisémitisme traditionnel a périclité parce que sa cible – le juif des caricatures du *Sturmer*, le juif de *Gringoire* et de *Je suis partout* – a disparu. Il n'existe plus que comme résidu fantomatique dans la partie la plus arriérée et nostalgique de la bourgeoisie française, qui cumule le souvenir de tous les métèques successifs.

Le sentiment qu'éprouve envers les juifs une grande partie de la jeunesse française noire et arabe est un tout autre chapitre, qui n'a rien à voir avec l'antisémitisme historique. Même Taguieff considère que c'est quelque chose de différent : c'est lui, sauf erreur, qui a forgé pour en parler le terme de judéophobie. L'hostilité de ces jeunes envers les juifs est fondamentalement liée à ce qui se passe en Palestine. Ils savent que là-bas, des Israéliens juifs oppriment les Palestiniens, qu'ils considèrent, pour des raisons historiques évidentes, comme leurs frères. Face à cela, se présente ce qu'ils peuvent voir comme les juifs d'ici – d'abord et surtout les organisations qui se prétendent « représentatives » de la « communauté juive », ce qui veut dire qu'elles parlent à la place des gens et leur coupent la parole, surtout s'il s'agit de juifs qui ne sont pas d'accord. Le soutien de ces organisations à tout ce que fait l'État d'Israël est pratiquement absolu. Il y a aussi, parfois, des juifs de leur quartier qui se présentent comme des soutiens inconditionnels d'Israël. Les jeunes dont nous parlons font alors l'amalgame entre la répression anti-palestinienne de l'État d'Israël et cette image tronquée des juifs français, ce qui peut les amener à penser que tous les juifs du monde, ici et ailleurs, sont leurs ennemis

Dans cette affaire, les mots ont leur importance. Israël se définit comme un État juif, ce qui produit une sorte de fusion entre le mot « juif » et la pratique gouvernementale israélienne. Il était moins confus de parler, comme ce fut un moment le cas, de « l'État hébreu ». La fusion entre le nom que se donnent les membres d'une diaspora historique présente dans des dizaines de pays et le nom d'un État du Proche-Orient est importante sur le plan symbolique : les jeunes dont il est question entendent que ce qui se passe là-bas, c'est l'État juif qui en porte la responsabilité. Et entre État juif et État des juifs, il y a au moins une ambiguïté, entretenue par le fait que l'État hébreu se proclame l'État des juifs du monde entier. Il faut une certaine maîtrise des nuances de la situation réelle pour savoir que de très nombreux juifs ne considèrent pas du tout cet État comme *leur* État. Pour un(e) jeune Français(e) arabe ou noir(e), fils ou fille d'un paysan maghrébin ou africain venu en France comme ouvrier dans les dernières décennies, parqué(e) dans une cité sinistre, l'opération de dissociation n'est pas facile entre Israël comme État et comme pratique persécutrice, et puis juif, accolé à ce nom-là avec le consentement quasi universel. Pour aller chercher le point où il n'y a pas consentement, il faut un œil attentif et politisé. Il n'est pas évident de voir que parmi les juifs français, très nombreux sont ceux dont l'opinion sur la Palestine est en fait celle de Français ne connaissant rien d'autre à la question que les positions officielles répercutées par les appareils médiatiques. Quant aux juifs français qui s'opposent à la politique israélienne, ils sont soigneusement maintenus dans l'invisibilité, comme d'ailleurs l'opposition radicale à l'intérieur même d'Israël – minoritaire certes, mais pas plus que chez nous l'opposition à la guerre d'Algérie autour de 1956.

Ce qu'éprouve cette jeunesse populaire n'est pas de l'antisémitisme, mais plutôt une hostilité « politique mal politisée » à ce qu'elle perçoit comme la position des juifs de France. S'y ajoutent des séquelles plus ou moins conscientes du temps de la colonisation en Algérie, où la France avait réussi à scinder les juifs des arabes en donnant aux premiers la nationalité française – la loi Crémieux de 1870 –, les seconds restant jusqu'au bout, sous des appellations diverses, des « indigènes ».

Choisir le mot « antisémite » pour qualifier le sentiment politique de cette jeunesse, prétendre que cet antisémitisme est en « montée » n'est aucunement la description d'une

situation réelle mais une *opération de stigmatisation*. On choisit à dessein un terme qui n'est pas le bon. Du reste, on leur attribue bien d'autres maux : pour Finkielkraut par exemple, non seulement ils sont antisémites, mais c'est à cause d'eux que l'école républicaine est ruinée, à cause d'eux qu'une sorte de sauvagerie s'est installée à la périphérie de nos grandes villes, etc. Dans cet ensemble, le mot « antisémite », indubitablement le plus violent, est aussi celui qui a le moins de rapports avec la réalité du moment.

Cette opération est un fusil à deux coups : elle vise d'une part la jeunesse noire et arabe et de l'autre ceux qui la soutiennent – et se trouvent être presque tous hostiles à la politique des gouvernements israéliens successifs. Il est essentiel d'empêcher ces gens-là de nuire car ils écrivent parfois des livres et peuvent de temps à autre faire entendre leur voix. Pour tenter de les réduire au silence, on va les accuser eux aussi d'antisémitisme, et peu importe si cette accusation est totalement absurde.

Bien entendu, semer la méfiance et l'hostilité envers la jeunesse populaire sont des procédés de classe assez traditionnels. Aujourd'hui toutefois, l'un de leurs buts particuliers est d'établir une frontière qui la sépare de la petite bourgeoisie blanche éduquée, de créer un fossé entre la barbarie des banlieues et nos chères têtes lycéennes et étudiantes – c'est pourquoi le thème de l'école revient si souvent dans ces questions. C'est une ségrégation sociale qu'il s'agit d'établir, dès l'enfance, dès l'école, et pour cela, l'accusation d'antisémitisme est encore une fois bien utile.

Toute cette opération constitue un des cas de croisement, si nombreux dans l'histoire française, où des questions internes concernant les rapports de classes sont traitées en utilisant des figures externes de type colonial ou impérial. Ainsi, jusqu'à la dernière guerre mondiale, sous la III^e République, l'exaltation des grands coloniaux, notamment les généraux des « pacifications » successives, allait de pair avec la détestation des métèques. Depuis la liquidation de la Commune de Paris, il existe une intrication entre l'être colonial et les affrontements internes – avec de grandes incertitudes, et pour tout dire une tenace complicité des forces « de gauche » sur ce point. Nous vivons un avatar un peu crépusculaire de ce genre de combinaison propagandiste. Le but est de convaincre les esprits qu'il y a une unité de fond entre le soutien apporté au combat des Israéliens contre la barbarie « intégriste » arabe, et chez nous la lutte contre les jeunes barbares des banlieues – dont la qualité de barbares est bien prouvée par le double fait qu'eux aussi sont souvent arabes ou musulmans et qu'ils critiquent la politique gouvernementale israélienne – ce qui, dit le propagandiste, revient à soutenir la barbarie islamiste planétaire dans sa lutte contre le raisonnable et démocratique État d'Israël.

Le plus bourbeux de toute cette affaire est que, pour rendre cette combinaison efficace, il faut faire intervenir une autre histoire, qui n'a rien à voir avec les deux scènes (le Proche-Orient et les « banlieues » de chez nous) que la propagande tente d'unifier. Cet ingrédient, dont l'instrumentalisation est proprement honteuse surtout à l'égard des morts, est celui de l'extermination des juifs d'Europe par les nazis. Le propagandiste s'en sert comme d'une sorte de brouillard jeté sur les trois axiomes entièrement fallacieux qui sont les siens, à savoir : juif = État d'Israël, palestinien = intégrisme musulman, jeune des banlieues = intégrisme musulman. L'accusation d'antisémitisme, et donc de complicité mentale avec les nazis, est construite à partir du barbouillage de ces trois inepties par le

pathétique génocidaire, pourtant complètement extérieur à tout ce dont il est question.

Cette accusation portée à l'encontre de la jeunesse arabe et noire est construite à partir d'axiomes faux, mélangés à un point qui n'a de rapport historique réel ni avec l'actuelle politique des gouvernements israéliens, ni avec l'état d'abandon et de ségrégation où est laissée cette jeunesse, point qui est quand même l'argument ultime – à savoir la destruction des juifs d'Europe.

3. Une étrange rhétorique

Dans la polémique réactionnaire contemporaine, on peut identifier plusieurs volets : la forme violente et vulgaire du fascisme ordinaire, la forme ironique et un peu pointue de la droite cultivée, et puis, très à part, le discours des pourfendeurs professionnels de ce qu'ils nomment antisémitisme. Les agents de ce troisième volet sont des intellectuels, souvent sophistiqués, dont l'argumentation a un trait commun : il s'agit, par des étapes et des connexions tout à fait singulières, de mettre en lien des choses qui, comme nous l'avons vu, n'ont aucun rapport entre elles. Intéressons-nous plus particulièrement aux détails rhétoriques de la construction de ce lien.

L'une des chaînes, très souvent à l'œuvre, se déploie ainsi : l'anticapitalisme a pour noyau l'anti-américanisme, l'antiaméricanisme a pour centre l'antidémocratie, et l'antidémocratie – c'est là que se fait le saut ultime – a pour pivot l'antisémitisme. On trouve cet enchaînement par exemple chez Bernard-Henri Lévy : « L'antiaméricanisme français, cette passion politique dont on ne rappellera jamais assez qu'elle apparut, chez nous, *dans la mouvance des fascismes français* des années 30, ce délire idéologique qui masque mal des sentiments aussi douteux que la haine de la démocratie tocquevillienne [...] le fantasme d'un *pays cosmopolite vivant sous la loi du lobby juif*, l'antiaméricanisme français, donc, est un attracteur du pire dont les séductions seraient d'autant plus dangereuses qu'un coup d'arrêt symbolique, venu d'en haut, ne lui serait pas très vite opposé⁸. »

Une variante de cette combinatoire est non moins intéressante : il est clair que l'anti-impérialisme, aujourd'hui, c'est l'antiaméricanisme. L'antiaméricanisme, c'est évidemment l'anticapitalisme. Et l'anticapitalisme, via le classique phantasme du « financier juif », c'est l'antisémitisme. Donc l'anti-impérialisme, c'est l'antisémitisme. L'avantage de cette variante, c'est que ceux qui soutiennent les Palestiniens se réclament souvent de l'anti-impérialisme : leur antisémitisme ne fait donc plus aucun doute !

Autre exemple, cette fois du côté des images : l'un de nous (AB) avait comparé ceux qui abandonnaient la gauche en perdition après les dernières présidentielles à des rats quittant le navire⁹. Dans son blog, Pierre Assouline écrivit : « La dernière fois dans ce pays qu'on a ainsi comparé des hommes à des rats, c'était, voyons, en 1942 dans un documentaire de propagande sur le péril juif¹⁰. » Parler de rats équivalait donc à stigmatiser les juifs. Bernard-Henri Lévy se greffa sur cette querelle, écrivant dans *Le Monde* (22 juillet 2007) qu'« Alain Badiou s'autorisait de sa juste lutte contre l'“immonde” pour réintroduire dans le lexique politique des métaphores zoologiques (“les rats”... “l'homme aux rats”) dont le Sartre de la préface aux *Damnés de la terre* avait pourtant démontré, sans appel, qu'elles sont toujours la marque du fascisme ». Comme souvent chez cet auteur, non seulement l'accusation concernant la « métaphore zoologique » est inconsistante (l'usage du mot « rat » par AB n'est jamais que celui d'un proverbe classique sur qui change de camp pour sauver sa peau), mais la référence est falsifiée : il n'y a rigoureusement rien, dans le texte de Sartre auquel Bernard-Henri Lévy renvoie, qui ait un quelconque rapport avec ce qu'il lui fait dire. Ajoutons que si quelqu'un a utilisé des métaphores animales dans l'expression de ses positions politiques, c'est bien Sartre ! « Tout anticommuniste est un chien », c'est lui qui l'a dit, et il y a bien d'autres exemples.

L'enchaînement qui, du rat de AB conduit, via Sartre, à l'antisémitisme fasciste est une imposture.

Autre enchaînement singulier, le syllogisme imaginé par Nicolas Weill : la critique des médias porte sur des journalistes (prémisse indiscutable !). Or il y a parmi les journalistes beaucoup de juifs (étrange convergence entre Nicolas Weill et l'antisémite Renaud Camus). Donc ceux qui critiquent les médias sont antidémocrates/antisémites. Et de même que si tout homme est mortel et que Socrate étant un homme, il est mortel, de même si tout critique des médias est antisémite, tel ou tel critique des médias l'est. De fait, Nicolas Weill s'en prend nommément à trois d'entre eux : « La plupart de ces offensives [contre les médias], qu'elles proviennent d'un professionnel en révolte comme Serge Halimi (*Les Nouveaux Chiens de garde*), de Pierre Bourdieu (*Sur la télévision*) ou de Jacques Bouveresse (*Schmock ou le triomphe du journalisme*), ont en commun une tendance non assumée à l'antidémocratie » – dont on a vu le lien serré avec l'antisémitisme. Nicolas Weill, conforté à la fois par la logique d'Aristote et par des exemples frappants (Jacques Bouveresse antisémite, il faut le faire !) peut en venir à une conclusion générale. Citons : « La critique du journalisme au XIX^e et au début du XX^e siècle épouse un autre phénomène : celui de l'antisémitisme, le journalisme étant chez certains considéré comme la profession par excellence des juifs. » (*Le Monde*, 2 avril 2004.)

Critiquer les États-Unis, parler d'animaux, s'en prendre aux médias : autant de procédés tortueux auxquels, selon nos rhétoriciens, recourent les antisémites. Il en est un autre, tout aussi honteux : la comparaison. Il y a bien longtemps que Claude Lanzmann a expliqué que la destruction des juifs d'Europe est un fait unique, ineffable, qui ne peut s'expliquer, et encore moins se comparer à quoi que ce soit. Les contrevenants sont accusés d'antisémitisme, voire de négationnisme. Par extension, toute référence à la Seconde Guerre mondiale et à l'Occupation pour parler du temps présent est criminelle. L'un d'entre nous encore (EH) avait écrit : « Quand un groupe armé détruit un fortin israélien à Rafah, qualifier cet acte d'*attaque terroriste* (France 2) ou d'*attentat* (France 3), c'est reprendre les termes qu'utilisait contre la Résistance le regretté Philippe Henriot, secrétaire d'État à l'information du gouvernement de Vichy, abattu par un corps franc en avril 1944⁸. » Nicolas Weill, toujours aux aguets, s'interroge immédiatement : « On se demande qui joue dans son univers mental le rôle de l'occupant nazi » (*Le Monde*, 15 avril 2006). Par l'un de ces sauts périlleux dont les inquisiteurs modernes sont coutumiers, expliquer que le terroriste de l'un est généralement le résistant de l'autre, c'est assimiler l'armée israélienne à la Wehrmacht et relève donc clairement de l'antisémitisme.

Tous ces procédés, si tirés par les cheveux qu'ils soient, finissent par former une rhétorique d'intimidation dont le seul but est de coller sur des adversaires l'étiquette « antisémite », avec l'idée qu'une fois appliquée, on ne pourra pas plus s'en défaire que le capitaine Haddock de son célèbre sparadrap.

NOTES

⁸ Bernard-Henri Lévy, *Récidives*, Paris, Grasset, 2004, p. 873. Souligné par nous.

⁹ Alain Badiou, *De quoi Sarkozy est-il le nom ?* Paris, éditions Lignes, 2006.

¹⁰ in « La république des livres », 28 novembre 2007.

¹¹ Eric Hazan, *LQR, la propagande du quotidien*, Paris, Raisons d'agir, 2006, p. 39.

4. Les nouveaux inquisiteurs

Si différents qu'ils soient de génération, de formation intellectuelle, de parcours professionnel, ceux qui ont établi leur fonds de commerce sur la traque de « l'antisémitisme » ont un trait commun : ils viennent de la gauche. Claude Lanzmann a été résistant et s'est conduit courageusement pendant la guerre d'Algérie ; André Glucksmann a été maoïste, comme Jean-Claude Milner ; Pierre-André Taguieff était proche des situationnistes à Nanterre ; Jean Birnbaum, le vigilant censeur du *Monde des livres*, a milité à Lutte ouvrière ; Alexandre Adler a été membre du Parti communiste pendant plus de dix ans, professeur à l'école centrale du parti, rédacteur en chef adjoint de *La Pensée*.

Cette provenance montre une fois de plus qu'en France, n'est intellectuellement légitime que ce qui vient de la gauche. Et pour faire les besognes les plus infâmes, de tels antécédents sont absolument nécessaires : dans la recherche de protocoles nouveaux visant à disqualifier les figures d'une pensée progressiste et révolutionnaire, seuls ont une véritable autorité ceux qui peuvent dire « j'en étais ! ». Ce recours à l'expérience vécue et à la mémoire affûtée a deux avantages : le premier, c'est qu'on peut dire « je les connais, je les ai vus de près » – sous-entendu « et je pourrais en raconter sur eux, j'ai des documents... » ; le second consiste à manier une pseudo-éthique de la culpabilité : « j'ai trempé là-dedans et j'ai compris, plus jamais ça ! » Un double protocole, donc, de connaissance et de jugement, qui compose une subjectivité particulière faite de proximité et de distance. Telles sont les vertus propagandistes de la figure, si fondamentale en France depuis quarante ans, du renégat du gauchisme.

C'est une réalité objective : du point de vue de l'efficacité, il est communément admis en France, depuis le XVIII^e siècle, qu'un intellectuel originellement de droite a peu de chances de succès. Les rares qui y sont parvenus – Joseph de Maistre ou Charles Maurras... – sont presque des bizarreries, d'ailleurs peu reprises dans l'enseignement officiel. Il n'est donc pas étonnant que ceux qui font profession de traiter d'antisémites leurs adversaires politiques viennent de la gauche, et même pour beaucoup de l'extrême gauche. En changeant de camp, ils en ont gardé les travers. Alexandre Adler, par exemple, issu du Parti communiste, a conservé la même arrogance, la même certitude que ce qu'il dit est vrai parce que c'est lui qui le dit, la même tranquillité lorsque ses prédictions sont contredites par les événements – attitude typiquement stalinienne : quand la ligne changeait à 180°, il fallait savoir soutenir avec le même aplomb ce qu'on avait combattu la veille. Ce fonctionnement est très différent de celui de la droite classique, installée, toujours convaincue que l'ordre qu'elle défend est l'ordre naturel : elle pose cette naturalité sans avoir besoin d'argumenter. Alors que ceux qui viennent de l'extrême gauche ont acquis de ce passage une rhétorique, toujours fondée sur l'opposition catégorique de deux termes, dont il suffit d'inverser le sens : pour les impérialistes contre les peuples occupés et maltraités, pour la police contre la jeunesse populaire révoltée, pour le gouvernement israélien contre les Palestiniens, pour les contrôles et les expulsions contre les ouvriers sans papiers – bref, pour l'ordre établi et contre ce qui semble s'en excepter.

Sont également homogènes à la rhétorique des anciens partis communistes comme des

groupes maoïstes les plus durs, notamment la Gauche prolétarienne, le goût pour les théories du complot, la constante recherche de traîtres et d'infiltrés, la dénonciation d'adversaires manipulés par d'autres plus affreux encore, etc. Dans le cas qui nous occupe, parallèlement aux accusations d'antisémitisme, on entend souvent les nouveaux inquisiteurs exprimer l'idée que la gauche radicale est phagocytée par l'islamisme. Eric Marty l'a dit à l'un de nous (AB) : quoi que vous pensiez, la seule force mondiale qui travaille dans le sens que vous préconisez est l'islam radical, et les intellectuels français de votre genre ne sont que la couverture occidentale de l'islamisme terroriste. En somme, pour eux, quiconque proteste contre les exactions du gouvernement israélien en Palestine occupée ou s'inquiète de la persécution policière des jeunes en France est un nostalgique qui, sans toujours en être conscient, a remplacé le prolétariat défunt par les terroristes barbus. À ce compte, nous pourrions d'ailleurs leur demander s'ils sont bien conscients d'être, eux, un détachement d'intellectuels spécialisés, au service des formes actuelles de la domination réactionnaire, sous la protection de l'armée américaine et avec l'État d'Israël comme poste avancé face à la barbarie. Car tel est bien leur rôle, et quand Glucksmann reçoit la Légion d'honneur des mains de Sarkozy, on est dans la logique des choses.

Très bavards quand il s'agit de calomnier leurs adversaires, nos inquisiteurs le sont moins sur ce qu'ils défendent, à la fin des fins. L'Occident, dont le vieux Spengler annonçait déjà la fin il y a un siècle ? L'économie de marché ? L'invasion de l'Irak ? La construction, partout dans le monde, de murs pour interdire le passage des hommes ? Le niveau de vie des petits-bourgeois de nos contrées ? La scène qu'ils construisent – antisémitisme, islamisme, terrorisme – est certes un outil grossier, mais assez adapté aux conditions contemporaines du façonnage des opinions, quand il s'agit seulement de coller des étiquettes sur les adversaires. Cependant, elle est si visiblement décalée de tous les problèmes actuels, si visiblement fictive pour l'essentiel, que la question se pose de savoir dans quelle mesure ils y croient eux-mêmes. Le degré de manipulation cynique varie selon les individus. Finkielkraut, par exemple, est sans doute convaincu de ce qu'il raconte, ce qui l'amène à dire plus de naïves bêtises que les autres. Il aime bien s'exposer aux coups et étaler ensuite sa souffrance de n'avoir pas été compris, il aime bien apparaître comme une sorte de figure crucifiée. Contre une opinion dominante à ses yeux égarée, il se dresse, armé d'accusations extravagantes que n'alimente subjectivement qu'une plainte nostalgique. Mais la plupart des autres sont des cyniques complets. Pour eux, dans cette traque d'un antisémitisme fantasmatique, il y a du grain à moudre et du pouvoir à gagner en tant que bon petit soldat de la marche au pire.

5. Pour quels intérêts, avec quels buts ?

Hormis l'hypothétique désir de défendre les juifs, on peut s'interroger sur les raisons qui poussent certains intellectuels à user de la très grave accusation « vous êtes un antisémite » comme stigmatisation passe-partout. Ces raisons sont diverses, mais on peut en dégager le fond commun : soutien à l'ordre existant, collusion avec le pouvoir en place, anticommunisme historique, conviction que l'armée américaine est le dernier rempart des « libertés », défense de l'État d'Israël, sans compter un bien compréhensible souci d'autopromotion.

N'oublions pas que parmi ceux qui ont été maos dans leur prime jeunesse, certains pensaient réellement qu'ils allaient prendre le pouvoir. C'est quand ils se sont aperçus que les choses étaient un peu plus compliquées, qu'elles allaient durer beaucoup plus longtemps et qu'elles demanderaient un âpre et obscur travail dans les usines et les quartiers, qu'ils ont viré de bord et organisé, sous le nom d'antitotalitarisme, la nouvelle idéologie réactive. Rien de plus « nouveau », dans certaines circonstances, qu'un recyclage de l'ancien : les arguments des « nouveaux philosophes » n'étaient qu'une reprise des arguments anticommunistes des années cinquante. Nos ex-maos ont ainsi mis en scène l'idée que la contradiction majeure n'était plus entre prolétariat et bourgeoisie, ou entre socialisme et impérialisme, mais entre démocratie et totalitarisme, soit, pour s'en tenir au vocabulaire de leurs maîtres américains, entre « dictature communiste » et « monde libre ». Bon calcul, après tout : ce virage leur a rapporté beaucoup plus que leur maoïsme antérieur.

Aujourd'hui, ils forment le fer de lance dans la traque de l'antisémitisme fantasmagorique. L'une des figures importantes de ce mouvement, Jean-Claude Milner, ancien de la Gauche prolétarienne, occupe une place singulière, celle du penseur le plus original, qui essaie de se garder des répétitions banales et des propagandes usées. C'est lui aussi qui tente de donner forme à la relation entre, d'un côté l'abandon par les renégats du maoïsme de toute vision populaire de la politique, et de l'autre, la promotion soudaine de la « question juive » comme centre de toute pensée valide. Il veut ainsi donner son armature historique et conceptuelle à l'étrange campagne contre l'antisémitisme, tenue en dépit de son peu de bases concrètes pour la grande affaire du moment.

Jean-Claude Milner soutient la thèse que le grand événement du XX^e siècle est l'obsolescence, la disparition progressive, du nom *ouvrier*, et le retour en force, comme référentiel pour tout ce qui divise et oppose, du nom *juif*. Cette substitution porte sur ce que Lacan, le maître de Milner, appelle le « signifiant-maître », soit le nom sous lequel pensée et action trouvent leur élan contemporain. De même qu'« ouvrier » a poussé entre 1966 et 1976 de nombreux jeunes étudiants à aller travailler dans les usines pour y organiser des noyaux politiques, de même, nous enseigne Jean-Claude Milner, le nom « juif » doit aujourd'hui nous ordonner de comprendre que toute universalité s'appuie sur une identité. Pour lui, « juif » est le nom exemplaire de ce lien entre persévérance identitaire et volonté de vérité. Il en résulte que toute autre interprétation de l'universalité, celle que Milner qualifie de « progressiste », est secrètement antisémite. En particulier, tout attachement maintenu au mot « ouvrier » dans la politique, et plus généralement aux mots comme « impérialisme », « politique populaire », « internationalisme »,

« émancipation », etc., ayant pour prix à payer la méconnaissance de la fonction majeure du nom « juif », est un archaïsme antisémite. C'est la raison profonde pour laquelle Milner a pu déclarer sans faiblir, dans une émission de Finkielkraut sur France Culture (13 janvier 2007), que Bourdieu était antisémite, comme il avait déjà insinué que Badiou était négationniste.

Pour tous ceux qu'enthousiasme l'analyse de Milner, le nouveau signifiant-maître a de gros avantages : il autorise non plus l'opposition au pouvoir installé, comme le mot « ouvrier » et tous ceux qui lui sont liés, mais au contraire il exige la collusion, sous le nom de « démocratie », avec ledit pouvoir. Tout se passe comme si on avait trouvé quelque chose d'équivalent, en puissance de conviction, à ouvrier ou à prolétariat, mais à des fins diamétralement opposées.

Si l'on prend *ouvrier* comme signifiant-maître, il n'y a pas de rendement immédiat. L'injonction est celle du travail militant, plutôt ingrat (pense le petit-bourgeois de base) et dont l'horizon est historique, pour dire le moins. Au contraire, la nouvelle construction, dont Milner est le théoricien subtil, mais qui est alimentée par Lanzmann et *Les Temps Modernes*, alimentée par les ultimes déclarations de Benny Lévy, qui était le chef charismatique de la Gauche prolétarienne avant de se rallier à la figure du « juif de l'étude », alimentée par le gros de la troupe des intellectuels de télévision, et homogène à la vision de tous les partis de gouvernement sans exception, cette construction permet à une foule de gens pressés de fréquenter les avenues du pouvoir. Ils rendent à cette machine et à ses maîtres le service éminent de les protéger « intellectuellement » tout en monnayant une petite liberté « critique ». En outre, étant du côté du manche, ils jouissent d'un grand pouvoir de nuisance contre ceux qui n'ont pas la même position. C'est pour alimenter ce pouvoir que le thème de l'antisémitisme est pour eux d'une grande importance.

Il faut dire que le nom « juif » – contrairement à « démocratie », trop abstrait et galvaudé pour un antagonisme vigoureux – permet un étiquetage fondé sur quelque chose d'historique et d'irréversible. Pour cela, il est essentiel de faire de la destruction des juifs d'Europe le crime absolu, l'événement du XX^e siècle auquel nul autre ne peut se comparer. Jean-Claude Milner est ici encore le théoricien le plus systématique de cette construction, avec une chaîne argumentative aussi fragile que les autres mais servie par une subtilité d'expression et une force de langue qui lui donnent un pouvoir troublant. Son effort, si sophistiqué qu'il soit, aboutit aux yeux de nombre d'intellectuels à la destitution des référents anciens, – ceux des maoïstes, des intellectuels marxisants, du Sartre de l'engagement – et à la transformation de l'adjectif « progressiste » en une sorte d'injure paradoxale. C'est que pour Milner et ses suiveurs, les progressistes sont des gens qui pensent que le XX^e siècle a connu d'autres événements importants que le judéocide. En se cramponnant à cette nostalgie anachronique et en faisant fi de l'importance unique du nom « juif », ils sont antisémites qu'ils le veuillent ou non. Ce point est capital : pour Milner, être antisémite n'est pas forcément lié à la volonté de l'être. Ce n'est pas une idéologie explicite. L'antisémitisme n'est pas conscience, projet ou décision. Certains choix d'apparence très éloignés, et où « juif » n'apparaît pas, sont antisémites. Comme les vieux staliniens capables de juger qu'une musique anodine était « objectivement impérialiste », la grande victoire de Milner et de tout ce courant est d'avoir créé l'antisémitisme « objectif », ce qui entraîne l'intéressante possibilité de déclarer « antisémite » à peu près n'importe quoi, et donc n'importe qui.

6. Que vient faire l'État d'Israël dans cette affaire ?

Était-il nécessaire que ce nom : juif, dont l'usage polémique repose toujours en dernière analyse sur l'idée d'une complicité avec la destruction des juifs d'Europe, soit dogmatiquement collé à l'État d'Israël ? On aurait pu monter la même opération en laissant ouverte la possibilité de critiquer Israël, y compris au nom du nom juif. Telle est bien du reste la position d'innombrables juifs « progressistes » (servons-nous de ce mot, n'en déplaise à Milner) dans le monde entier, y compris en Israël. Si cette position n'est pas devenue dominante en dépit de sa logique, cela tient à une vision particulière de l'État d'Israël, dans laquelle le nom « juif » ne joue qu'un rôle tout à fait subordonné. Dans cette vision, l'État en question est identifié comme un avant-poste de l'Occident. Il est « encore plus nous que nous », là-bas, sur le front. Si, avant la guerre, les juifs étaient considérés comme des étrangers sans patrie et incapables de s'intégrer, maintenant, au contraire, ceux qui sont installés au Proche-Orient sont plus européens que les Européens d'ici, car ils défendent nos valeurs contre la barbarie « islamique », à une frontière exposée qui est aussi la nôtre.

De toute façon, pour nos inquisiteurs, tout nom référentiel doit être étatique. La vieille conviction petite-bourgeoise qu'un engagement politique ne peut se prendre qu'en faveur d'un État, que sans cela on est égaré, perdu, ravalé à la détestable condition populaire, cette conviction est restée intacte chez les renégats du communisme officiel, du maoïsme ou du trotskysme, en dépit du retournement de leur dialectique. Derrière le retour du nom juif, il faut qu'il y ait une adhésion étatique, un nationalisme secondaire pour l'État d'Israël. Et ce nationalisme revêt le même caractère qu'il avait naguère pour l'Union soviétique ou pour la Chine maoïste : celui d'une défense inconditionnelle, non d'une politique, mais d'un État, comme du temps où il fallait avaler le pacte germano-soviétique ou l'entrée des chars russes en Hongrie.

L'un des intérêts supplémentaires que présente l'État d'Israël est d'assurer une fusion entre le motif juif/arabe et le motif démocratie/totalitarisme, et pour cela, l'argument « Israël seule démocratie du Proche-Orient » est capital. L'armée israélienne défend à la fois le nom juif et la démocratie, ce qui est d'autant plus important que, comme les légions romaines aux frontières de la Germanie, cette armée se trouve aux avant-postes de la civilisation. Si elle venait à être vaincue, c'est la barbarie qui déferlerait – les hordes de cet ennemi extérieur venu d'un autre monde, mais qui, sous la terrible forme de familles ouvrières avec leurs enfants, a des représentants aux portes mêmes de nos villes.

Avançons ici une hypothèse : pour les gens dont nous parlons, quoi qu'ils en disent, ce n'est pas le « nom juif » qui importe, c'est le « destin de l'Occident ». C'est pour cela que « juif » est identifié par eux avec « État d'Israël » et qu'ils soutiennent avec ardeur la guerre de cet État contre les Palestiniens et les arabes. Ainsi s'explique, du reste, que l'extrême droite américaine, traditionnellement antisémite, ait organisé, sous Bush et consorts, une alliance imprévisible entre ultra-conservateurs chrétiens et anciens « progressistes » juifs convertis au Nouvel Ordre mondial. En France même, on constate aujourd'hui que, de façon inattendue, Marine Le Pen n'est que douceur pour les juifs dans le moment même où elle soutient que le plus terrible problème du pays est que quelques « arabo-musulmans » fassent leur prière sur un trottoir. Il faut s'attendre à ce que les

« jeunes des banlieues » et les « intellectuels progressistes » soient prochainement traités d'antisémites par le Front national – ce qui prouve bien qu'il existe paradoxalement des « nouveautés réactionnaires ».

D'un point de vue plus empirique, la construction d'une « montée de l'antisémitisme en France » est un argument important en direction des juifs français pour les pousser à faire leur *aliyah*, à partir s'installer en Israël. La diaspora française est numériquement la deuxième du monde après celle des États-Unis, et le pouvoir israélien, hanté par le « problème démographique », cherche à ponctionner tous les viviers extérieurs disponibles. Comme en France il est difficile que les services secrets fassent sauter des synagogues pour pousser les juifs à émigrer, comme il a été fait en Irak et au Maroc, on procède autrement. De nombreux émissaires en provenance d'Israël ont diffusé dans la population juive un message simple : « Partez dès maintenant, la France n'est plus un pays sûr pour les juifs. » Ariel Sharon, s'exprimant le 18 juillet 2004 devant une association de juifs américains : « Il se répand en France un des antisémitismes les plus sauvages (*wildest*) qui soient ». L'explication de cette « sauvagerie » ? Citons : « À peu près 10 % de la population est musulmane, ce qui permet l'essor d'une nouvelle forme d'antisémitisme fondée sur des sentiments anti-israéliens. » Et il conclut : « Si je devais m'adresser à nos frères de France, voilà ce que je leur dirais : immigrer en Israël aussi vite que possible. » La campagne contre la « montée » de l'antisémitisme est un des moyens de faire que, de « juif » à « citoyen israélien », la conséquence soit de plus en plus nécessaire, dans un monde où, pour une majorité de juifs, elle ne l'est pas. Enfin, l'« antisémitisme » a pour intérêt de servir de contre-feu dans les coups durs. En février 2007, Pierre Péan publie un livre sur Bernard Kouchner¹², où il démonte ses activités de consultant dans le secteur de la santé auprès du président Bongo au Gabon : deux sociétés privées, dirigées par deux de ses proches, ont passé des contrats pour une somme dépassant les deux millions d'euros. Les factures n'ont été payées que lorsque Kouchner est devenu ministre des Affaires étrangères. Le retentissement du livre est énorme, et Kouchner est obligé de se défendre à l'Assemblée. Il ne s'étend pas sur le fond, mais suggère que le livre est... antisémite, en s'appuyant sur l'utilisation du mot *cosmopolite* : « L'accusation de cosmopolitisme, en des temps difficiles, cela ne vous rappelle rien ? Moi si. » Le contexte de la phrase aurait dû faire justice de cette accusation : « ... une indépendance nationale honnie au nom d'un cosmopolitisme anglo-saxon, droit-de-l'homme et néolibéral ». Mais Pierre Péan, tétanisé par le mot « antisémite », ne se défend que mollement et l'affaire est enterrée. Succès du contre-feu.

Autre exemple : pour contrer le grand succès en France du livre de Shlomo Sand *Comment le peuple juif fut inventé*¹³, Eric Marty publie dans *Le Monde* (28 mars 2009) un article accusant l'auteur d'antisémitisme et de négationnisme : « Inutile de faire l'apprenti chimiste pour déclarer l'innocuité du Zyklon B, inutile de jouer à l'archéologue pour faire du Mur des lamentations une excroissance de la mosquée Al-Aqsa, car si le peuple juif n'est qu'une invention du XIX^e siècle sous le paradigme occidental de l'État-nation, alors la question est réglée. » Seulement voilà : Sand n'est pas français, et ce genre de propos ne l'affecte nullement. Sa réponse à Marty dans le même journal est foudroyante :

« Pourquoi se priver d'assimiler mon approche à celle des négateurs des chambres à gaz ? C'est direct, plus c'est gros et plus ça passe, et l'essentiel, c'est de mobiliser beaucoup de monde contre mon livre. Je tiens à souligner qu'en Israël, dans tous les

débats tempétueux autour de ce livre, jamais une telle comparaison n'a été évoquée. Mais Paris n'est pas Tel-Aviv. En France, rien de plus facile, pour faire taire des contradicteurs, que d'insinuer qu'ils sont antisémites, ou peut-être pire encore : qu'ils n'aiment pas suffisamment les juifs ! » Échec du contre-feu.

La morale de ces histoires est que la construction et l'usage du terme « antisémite » composent aujourd'hui une variante de « l'exception française », une des formes que prend cette « exception » quand elle confère sa singularité à une donnée très tenace de notre histoire : l'existence opiniâtre, surtout depuis notre Grande Révolution, d'une puissante réaction politique et intellectuelle.

NOTES

¹² Pierre Péan, *Le monde selon K*, Paris, Fayard, 2009.

¹³ Schlomo Sand, *Comment le peuple juif fut inventé*, Paris, Fayard, 2008.

7. Les actions en justice

Jusqu'en 2009, la plupart des procès pour « incitation à la haine raciale » ont été intentés par « Avocats sans frontières », association dont le président, M^e William Goldnadel, a pour principaux titres de gloire d'avoir été l'avocat de Gaydamak, trafiquant d'armes russe réfugié en Israël après sa participation à l'Angolagate, et celui d'Oriana Falacci, cette Italienne qui a écrit tout un livre pour montrer que les musulmans sont des sous-hommes. Au procès contre Daniel Mermet, le 31 mai 2002, les témoins de l'accusation étaient Alain Finkielkraut, Pierre-André Taguieff, Alexandre Adler et Roger Cukiermann, alors président du CRIF. Malgré cette prestigieuse distribution, Goldnadel a perdu ce procès, comme tous les autres – ce qui importe peu, puisque l'essentiel, là comme ailleurs, est d'intimider, et il est forcément intimidant de se trouver devant un tribunal correctionnel quand on n'en a pas l'habitude.

Avec la campagne pour le boycott des produits israéliens, les actions en justice ont pris une autre échelle : à l'heure où nous écrivons, 80 plaintes ont été déposées pour « provocation à la discrimination en raison de l'appartenance à une nation ». Elles sont presque toutes lancées par un certain Sammy Ghozlan, commissaire de police en retraite, membre du comité directeur du CRIF, ouvertement lié à l'extrême droite française et aux colons israéliens. Il a fondé le « Bureau national de vigilance contre l'antisémitisme » au nom duquel les plaintes sont déposées – souvent avec la chambre de commerce France-Israël, la Licra et Avocats sans frontières. Que Ghozlan porte des plaintes par dizaines est déjà singulier, mais ce qui l'est encore bien plus, c'est que le ministère public suive à chaque fois. Il n'y est nullement obligé et s'il ne le faisait pas, les plaintes auraient bien moins de chances d'aboutir. Le parquet suit donc sans hésiter les consignes de la chancellerie : on se souvient qu'au dîner du CRIF de Bordeaux, le 19 février 2010, Michèle Alliot-Marie avait déclaré : « Je n'accepte pas que des personnes appellent au boycott de produits au motif qu'ils soient casher ou qu'ils proviennent d'Israël. » « Produits casher » : on hésite entre l'opportunisme pervers ou la pure et simple idiotie, la combinaison des deux n'étant nullement exclue. N'est-il pas dans la logique dominante d'identifier toute action contre l'État d'Israël à une sournoise détestation des juifs, de leurs coutumes religieuses et de tous leurs « produits » ? Imaginons que des « progressistes » d'un pays étranger aient voulu, au temps de la guerre d'Algérie, organiser contre les horreurs de cette guerre coloniale un boycott des exportations françaises. Le ministre de la Justice et/ou le ministre de l'Intérieur du pays en question auraient-ils alors déclaré : « Nous n'acceptons pas que des personnes appellent au boycott de produits au motif qu'ils sont des fromages chrétiens, du vin rouge, ou qu'ils proviennent de France » ? Peut-être, peut-être, après tout. Ce que déclarent, dans le monde entier, les ministres de la Justice et de la Police peut dépasser l'entendement.

8. Forces et ruses des inquisiteurs

Les voix de ceux qui font profession de « lutter contre l'antisémitisme » sont médiatiquement puissantes. Ce sont, on l'a vu, des intellectuels avec des états de service anciens dans l'extrême gauche, ce qui leur donne une sorte de légitimité. Ils ne sont pas vraiment organisés, ils parlent – c'est une liberté, une force – en leur propre nom. On ne peut aucunement à leur propos parler de « lobby » : rien de comparable à ce qui existe aux États-Unis, où l'AIPAC (American Israel Public Affairs Committee) ou l'Antidefamation League ont pignon sur rue, un président, des permanents, et des moyens de pression directs sur la presse et les pouvoirs publics. En France, ceux qui voient des antisémites partout ne constituent pas un véritable groupe, qui se réunirait et déciderait en commun des actions à mener. Leur ensemble forme comme un orchestre sans chef : chacun d'eux suit sa partition propre, qu'il joue quand l'occasion s'en présente. Si quelqu'un se hasarde à écrire ou prononcer quelque part le mot *Auschwitz*, Claude Lanzmann évalue s'il a été émis dans un contexte conforme à ses propres exigences, et s'il estime que l'auteur les a transgressées, il embouche son trombone et envoie au *Monde* un article, qui sera toujours publié en bonne place. Pour un livre, ce pourra être Eric Marty et pour un article ou une émission, Bernard-Henri Lévy par exemple.

La position de ces instrumentistes dans les médias est très forte. Alain Finkielkraut dispose d'une émission hebdomadaire sur France Culture à un jour et une heure de grande écoute. Il tient de plus une chronique sur RCJ, une radio communautaire où il peut se lâcher encore plus librement, traitant par exemple l'un de nous (EH) d'« inventeur du pogrom casher ». Bernard-Henri Lévy, outre qu'il détient une part du capital de *Libération* et fait partie du conseil de surveillance du *Monde new look*, a son bloc-notes dans *Le Point*, sa revue *La Règle du jeu* et une position importante chez Grasset, l'une des principales maisons d'édition du groupe Hachette. Jean Birnbaum dirige la page Essais du *Monde des livres*, ce qui lui permet de censurer les ouvrages non conformes à ses opinions ou d'en présenter au besoin une version bien à lui. Alexandre Adler a ses livres entrées au *Figaro* et c'est du reste dans ce journal qu'il a explicitement traité l'un de nous (AB) d'« antisémitisme ». Effet d'une rage mal contrôlée ? Chez nos inquisiteurs, l'adjectif qui est passible de poursuite s'impose au lecteur mais reste souvent sous-entendu. C'est le cas dans l'antique et fameuse revue *Les Temps Modernes*, fondée par Sartre mais aujourd'hui dirigée par Lanzmann, où l'on trouve la prose stylée de Milner, celle, un peu débraillée, de Marty, et celle tout à fait délirante de Redeker.

L'hostilité de ces personnages considérables peut aller au-delà du domaine médiatique : ils sont capables de compromettre une carrière. Quand *Route 181, fragments d'un voyage en Palestine-Israël*, documentaire d'Eyal Sivan et Michel Khleifi, a été programmé au centre Pompidou dans le cadre du Cinéma du réel en 2003, Claude Lanzmann a lancé une cabale, concrétisée par une lettre collective signée, entre autres, par Bernard-Henri Lévy, Philippe Sollers, Eric Rochant et Arnaud Desplechin, qui demandait à l'État de « prendre ses responsabilités ». Le ministre de la Culture, Jean-Jacques Aillagon, invoquant des « risques de troubles à l'ordre public », a fait déprogrammer l'une des deux projections prévues – le centre n'a pas entièrement capitulé et a maintenu une séance à une heure tardive. Et depuis lors, pendant plusieurs années, Sivan n'a pas pu réaliser d'autres projets en France où il travaille depuis plus de vingt ans. Barré dans toutes les instances de

programmation et de subventions, il a été obligé de s'expatrier à Londres.

Être juif (et même israélien comme Eyal Sivan) n'est nullement de nature à protéger contre l'accusation d'antisémitisme. On peut même soutenir que, par un paradoxe intéressant, lorsque les inquisiteurs détectent un « antisémite » nouveau, ce qui leur arrive tous les jours, s'apercevoir qu'il est juif fonctionne à leurs yeux comme une circonstance aggravante. Deux exemples.

Quand AB a écrit *Portées du mot « juif^{fa} »* il a inclus dans ce petit recueil de textes écrits pendant vingt ans un article de Cécile Winter. Considérant qu'être juif, ou pas, n'est ni un argument ni un contre-argument dans les débats intellectuels, Cécile Winter ne mentionnait pas sa judaïté. Quand les inquisiteurs, Eric Marty en tête, ont entrepris de voir dans ce livre, contre tout bon sens, un libelle antisémite, ils se sont acharnés de façon particulièrement grossière sur la contribution de Cécile Winter, débusquée et stigmatisée comme juive.

Quand Ivan Segré, juif de l'étude qui vit avec sa famille à Tel-Aviv, a écrit le livre le plus rigoureux, le plus rationnel, le plus calme et le plus documenté sur la logique de nos inquisiteurs et les ressorts véritables de la traque aux « antisémites », livre titré *La Réaction philosémite¹⁵*, le boycott a été complet sur cet ouvrage capital, et quand parfois il en a été question, ce fut dans le style « Si un juif, qui plus est religieux et qui vit en Israël, a pu écrire des choses pareilles, la seule chose à faire est de ne pas le lire et de ne pas en parler ». Bref : tenons pour rien ce genre de juif.

Beaucoup d'antisémites, on le sait, connaissent de « bons juifs ». Les traqueurs d'un antisémitisme fantasmé, connaissent, eux, de « mauvais juifs ». La procédure, à vrai dire, n'est pas neuve. On a depuis longtemps parlé de la « haine de soi » de certains juifs, désignant ainsi la difficulté où se trouvaient nécessairement, en particulier à la fin du XIX^e siècle, les juifs désireux de s'intégrer totalement dans un grand pays (l'Allemagne, l'Angleterre, la France...) marqué par le chauvinisme, le racisme colonial et l'antisémitisme. La position des juifs de France aujourd'hui, lorsqu'ils désirent critiquer librement les agissements de l'État d'Israël, n'a aucun rapport avec cette notion suspecte de « haine de soi », que le subtil Milner a polie pour construire le « juif de négation ».

Que certains se laissent prendre à des calembredaines du type « le retour du nom juif », la vilénie du « progressisme », le personnage néfaste du « juif de négation », ou l'affreux « péril islamique », cela indique moins la force de l'adversaire que notre faiblesse idéologique et politique. Tout ce matériel mental, après tout, ne sert qu'à défendre ce qui domine, depuis nos gouvernements « démocratiques » au service des profits jusqu'à la vaillante armée américaine qui serre la gorge des « islamistes » en passant par notre avant-poste « occidental » au Proche-Orient. Et qu'on appelle à la rescousse, pour cette besogne, l'extermination des juifs d'Europe et, comme son revers, le magnifique « juif d'affirmation » sous les espèces du colon raciste, ne doit qu'ajouter à notre indignation.

Il faut comme toujours tenir bon et rendre coup pour coup. Rien n'est plus important que d'avoir notre propre idée de ce qui, dans les dispositions et les combats du monde contemporain, a valeur universelle. Si nous sommes, sur ce point, invulnérables dans la pensée, les inquisiteurs sauront que nous nous sentons entièrement libres de tenir leurs vaticinations, non comme un péril pour nous, mais comme un symptôme supplémentaire

de leur indignité.

NOTES

¹⁴ Alain Badiou, *Circonstances 3, portées du mot « juif »*, Paris, 2005, éditions Lignes.

¹⁵ Ivan Segré, *La Réaction philosémite*, Paris, 2009, éditions Lignes.

9. Pourquoi en France ?

Pour expliquer que la traque d'un antisémitisme fantasmagorique soit plus développée en France que partout ailleurs, on met souvent en avant la culpabilité latente des Français par rapport à la manière dont les juifs ont été traités pendant l'Occupation.

Tout comme la « haine de soi » du « juif de négation », la notion de culpabilité historique d'un peuple est aussi ancienne que mal fondée. Un exemple typique : on attribue très souvent l'écroulement militaire français en 1940 à une disposition défaitiste du peuple, coupable de n'avoir pas voulu se battre, d'avoir préféré capituler plutôt que de répéter la boucherie de 14-18. Or, selon tous les témoignages, toutes les enquêtes sérieusement menées auprès des acteurs de ce drame, qu'ils aient été officiers de réserve ou simple soldats, c'est dans le haut commandement et dans la classe politique que le défaitisme s'est imposé, tout simplement parce que les gens puissants de l'époque, notamment dans l'armée, préféraient de beaucoup Hitler et le fascisme aux communistes, tremblants qu'ils étaient encore de la peur que leur avait inspirée le Front populaire. La bourgeoisie française rejouait une fois encore la capitulation de 1871 devant les Prussiens (plutôt l'invasion que le peuple parisien révolté) et celle de 1815 devant les coalisés (plutôt les bataillons étrangers que l'héritage de la Révolution). On a d'excellentes raisons de penser que le peuple, s'il avait été dirigé avec énergie, aurait voulu et su se battre contre les armées nazies.

Plus récemment, Jacques Rancière a démonté « la présupposition qui fait du racisme *une passion populaire*, la réaction apeurée et irrationnelle de couches rétrogrades de la population » – réaction à laquelle s'opposerait la logique universaliste de l'État rationnel. Cette vision truquée permet de donner aux politiques racistes d'État un brevet d'antiracisme¹⁶. Le comble est atteint lorsqu'on nous explique que si l'on ne vote pas rapidement des lois scélérates contre les étrangers, le « populisme » et le Front national vont se renforcer. En somme : faites ce que votre prétendu « ennemi » propose et il sera plus facile de l'affronter.

Il faut donc considérer avec suspicion le thème bien établi de la culpabilité du peuple français par rapport aux juifs. D'abord, les persécutions anti-juives ont été préparées et organisées par l'appareil d'État pétainiste et ses servants hauts placés, notamment dans la magistrature et la police, tous gens dont l'antisémitisme était connu de longue date. Elles n'ont nulle part pris la forme de pogroms « populistes ». Dans le peuple, notamment celui des campagnes, nombreux ont été ceux qui ont caché des juifs pendant la guerre. Ensuite, on en est aujourd'hui à la troisième génération après ces événements. Les deux premières, encouragées, après la Libération, par l'accord tacite au sommet entre le PCF et les gaullistes pour ne pas soulever la « question juive » de façon insistante, n'ont guère manifesté de signes de culpabilité. Ce serait maintenant, après un bon demi-siècle, que les petits-enfants des Français de l'Occupation en seraient soudain saisis ? Il est plus raisonnable de ne pas convoquer la psychologie des peuples et de suspecter que le phénomène vient d'en haut. Quoi qu'on puisse penser de la légitimité de telle ou telle décision, il faut bien constater que c'est d'en haut qu'est répétée l'injonction du « devoir de mémoire », d'en haut que sont tombées de vaines « demandes de pardon » pour les crimes commis par l'État pétainiste, d'en haut que sortent des initiatives comme celle,

proposée par Sarkozy, de faire parrainer par chaque enfant de CM2 la mémoire d'un enfant mort dans les camps, d'en haut qu'a été décidé d'apposer des plaques noires sur les écoles pour rappeler le souvenir des enfants juifs – elles voisinent aujourd'hui avec les banderoles protestant contre les expulsions d'enfants sans papiers, sans d'ailleurs que cette juxtaposition ait suscité, « en haut », de remarques particulières.

Bien loin de plonger ses racines dans une culpabilité de la population française, le succès relatif de la campagne contre « l'antisémitisme » a parmi ses raisons essentielles celle de laver la population blanche de tout soupçon de racisme. Car c'est dans un même mouvement que le pouvoir montre son attachement à la mémoire des juifs assassinés et qu'il rejette au-delà des périphériques des grandes villes, dans les « banlieues » en ruine, ce que Taguieff appelle la judéophobie. C'est bien là, dans ces populations considérées aujourd'hui avec le même mépris soupçonneux qu'on appliquait aux juifs venus d'Europe centrale avant la dernière guerre, que se situe, aux yeux de l'État, de ses servants et de ses propagandistes, tout le mal : le machisme, l'homophobie, le sexisme, la violence, le fanatisme religieux *et* la détestation des juifs. Ce sont ces gens-là qui sont coupables de tous les maux, antisémitisme en tête, et non les petits-bourgeois blancs bien de chez nous.

Il est au fond très curieux de voir la notion de culpabilité collective, nourriture essentielle de l'antisémitisme historique (« ils » ont tué le Christ, « ils » ont des rites odieux, « ils » fornicent comme des lapins etc.), reprise presque telle quelle, s'agissant des arabes, des Noirs, des musulmans, par des intellectuels dont le prétendu souci est la lutte contre l'antisémitisme. C'est avec stupeur qu'on entend aujourd'hui d'anciens amis, d'anciens gauchistes, par ailleurs raffinés et subtils, dire que « ces gens-là » (les africains de confession musulmane) « ne pourront jamais partager nos valeurs », et qu'en conséquence il faut désirer l'expulsion immédiate et en masse de ces catégories populaires « inintégrables ». Il est vrai que ni Brasillach, ni Céline, qui aspiraient à la disparition complète des juifs, n'étaient des imbéciles.

C'est dans ce contexte, clairement dominé par une propagande antipopulaire, chauvine et persécutrice, que l'accusation d'antisémitisme, de négationnisme larvé, si infondée qu'elle soit, *tétanise* la plupart de ceux qui en sont victimes. Comment expliquer ce phénomène étrange ?

Une première raison tient à la brutalité de cette accusation, très inhabituelle dans une société baignant dans un consensus poli – au moins entre gens convenables. Là, soudain, selon un procédé qui rappelle tout de même la rhétorique du fascisme où l'insulte l'emporte sur l'argument, c'est une véritable provocation à laquelle on a affaire : une accusation si grave et si incongrue dont on conçoit qu'elle puisse laisser certains sans voix.

Et puis, se défendre contre une telle accusation est très difficile. « Non, je ne suis pas antisémite » est comme une double négation (« je ne suis pas de ceux qui n'aiment pas les juifs ») avec la fragilité que cela implique. Comment, à vrai dire, prouver *qu'on n'est pas* quelque chose ? Dire qu'on a des amis juifs ? Pire que tout (« Ah ! il a ses bons juifs ! »). Rappeler, le cas échéant, qu'on est soi-même juif ? On a vu que c'était un facteur aggravant. Poursuivre en justice ? Perdu d'avance, car les accusateurs sont assez habiles pour utiliser des termes qui les mettent à l'abri d'une assignation en diffamation, laquelle obéit à des règles limitatives précises. Ils ne diront pas que vous êtes antisémite, non, ils

diront même que « bien entendu, vous ne l'êtes pas », laissant leur « argumentation », leur ton, leurs comparaisons et leurs références historiques faire le travail de la calomnie, eux restant à l'abri.

Finalement, on ne peut pas, il ne faut pas se défendre. La seule réaction efficace, c'est l'attaque. Il faut démonter le système, montrer de quelle colline parlent les accusateurs, quel est leur passé, quelles sont leurs raisons politiques, quels avantages personnels ils tirent de leurs mensonges, quels sont leurs liens et leurs complicités. Il faut être au clair, c'est le but de notre petit livre, sur une question dont l'importance n'est pas négligeable : quelle est aujourd'hui, dans l'arène de l'éternel combat qui divise depuis trois siècles l'intelligentsia française – pour ou contre les révolutions populaires –, la fonction réelle et réactive de ce mot, violent et galvaudé : « antisémitisme ».

NOTES

[16](#) « Racisme, une passion d'en haut », communication faite le 11 septembre 2010 au rassemblement « Les Roms, et qui d'autre ? » à Montreuil. Texte disponible sur Mediapart.

Chez le même éditeur, dernières parutions

- Tariq Ali,
Obama s'en va-t-en guerre.
- Sophie Auouillé, Pierre Bruno, Franck Chaumon, Michel Plon et Erik Porge,
Manifeste pour la psychanalyse. Albert Mathiez,
La réaction thermidorienne.
- Présentation de Yannick Bosc et Florence Gauthier.
Bruno Bosteels,
Alain Badiou, une trajectoire polémique.
- Frédéric Lordon,
Capitalisme, désir et servitude. Marx et Spinoza.
- Daniel Bensaïd,
Les dépossédés. Karl Marx, les voleurs de bois et le droit des pauvres.
- Syndicat de la magistrature,
Les mauvais jours finiront. 40 ans de combats pour la justice et les libertés.
- Omar Barghouti,
Boycott, désinvestissement, sanctions. BDS contre l'apartheid et l'occupation de la Palestine.
- Alain Deneault,
Offshore. Paradis fiscaux et souveraineté criminelle.
- Grégoire Chamayou,
Les chasses à l'homme.
- André Schiffrin,
L'argent et les mots.
- Laurent Lévy,
« La gauche », les Noirs et les Arabes.
- Jacques Rancière,
Moments politiques. Interventions 1977-2009.
- Gideon Levy,
Gaza. Articles pour Haaretz, 2006-2009.
- Tiqqun,
Tout a failli, vive le communisme!
- Pierre Macherey,
De Canguilhem à Foucault. La force des normes.
- Joseph A. Massad,
La persistance de la question palestinienne.
- Giorgio Agamben, Alain Badiou, Daniel Bensaïd, Wendy Brown, Jean-Luc Nancy, Jacques Rancière, Kristin Ross, Slavoj Žižek,
Démocratie, dans quel état ?
- Tiqqun,
Contributions à la guerre en cours.
- Christian Ruby,
L'interruption. Jacques Rancière et le politique.
- Isabelle Garo,
L'idéologie ou la pensée embarquée.

Table of Contents

[PAGE DE TITRE](#)

[FAUX TITRE](#)

[ISBN](#)

[Sommaire](#)

[1. Une année agitée](#)

[2. Qu'en est-il de l'antisémitisme en France ?](#)

[3. Une étrange rhétorique](#)

[4. Les nouveaux inquisiteurs](#)

[5. Pour quels intérêts, avec quels buts ?](#)

[6. Que vient faire l'État d'Israël dans cette affaire ?](#)

[7. Les actions en justice](#)

[8. Forces et ruses des inquisiteurs](#)

[9. Pourquoi en France ?](#)

[EDITEUR](#)